



la Lettre d'ENSEMBLE!

Inspecteur du travail sanctionné : premier recul

Suspendu de ses fonctions pour avoir exigé que des aides à domicile soient dotées de masques, Anthony Smith, inspecteur du travail, syndicaliste CGT et militant d'Ensemble !, avait été lourdement sanctionné le 14 août dernier : mutation d'office à 200 kilomètres de son domicile.

La forte mobilisation de ses collègues de l'inspection du travail et du comité de soutien vient de contraindre la Ministre du travail à un premier recul : Anthony est réintégré en section d'inspection du travail dans sa région Grand-Est, mais toujours muté d'office à70 kilomètres de son domicile !

La ministre Borne pouvait difficilement, en même temps, exiger le port du masque au travail et sanctionner un inspecteur du travail pour avoir exigé, trop tôt sans doute, que des aides à domicile soient dotées de masques ! Elle recule certes, mais laisse la mutation d'office pour bien faire comprendre que, si un responsable national syndical siégeant dans des instances pouvait être sanctionné, n'importe quel inspecteur du travail subirait le même sort s'il faisait passer la santé, la protection des salarié-es avant l'économie.

La mobilisation reste nécessaire pour appuyer le recours juridique devant le tribunal administratif, pour obtenir l'annulation complète de la sanction et imposer l'indépendance de l'inspection du travail.

RASSEMBLER ET AGIR !



La crise sociale explose. 6 millions de chômeurs-euses et des millions de personnes en « sous-emploi » : temps partiel, CDD. Emplois précaires= salaires de misère.

La crise sanitaire rebondit. Elle inquiète. Mais nous n'avons pas oublié les mensonges sur les masques et les tests. Partout, il faut exiger un droit de codécision des règles sanitaires : avec du temps libre pour en parler.

Un « Plan de relance » ? Mais pour qui ? Surtout pour augmenter les bénéfices des entreprises, avec 20

milliards de baisses d'impôts. Rien pour les revenus. M. Roux de Bézieux du Medef dit merci : « C'est ce que nous avons globalement demandé » (BFM). Les patrons imposent des « accords de performance collective », issus des lois Macron sur le Code du travail, obligeant à des « accords » de baisses de salaire et d'emplois. Sinon : dépôt de bilan. Quant à l'assurance-chômage qui réduit les droits de centaines de milliers de personnes, elle s'applique en 2021.

Macron avait promis des « jours heureux ». Tromperie !

Dans le « plan » de 100 milliards du gouvernement, il y a très peu d'argent pour la rupture écologique, pour l'isolation des bâtiments, pour développer les transports collectifs. La privatisation de la SNCF n'est pas stoppée. C'est un plan de communication, pas de rupture avec le monde du capitalisme productiviste destructeur de la vie.

L'action collective s'impose. Exigeons la démocratie dans le travail et la société !

Les organisations de gauche et écologistes préparent 2022, mais devraient d'abord s'unir pour des actions communes dès maintenant.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

Rentrée scolaire sous masques...payants

Alors que les masques représentent un coût très important pour chaque famille et pour les étudiant.es, ils ne sont pas fournis par le Ministère : la gratuité des masques est une exigence absolue.

Les enseignant.es, eux, ont dû assurer « la continuité pédagogique » avec leur matériel informatique personnel (ils débutent avec 1432 euros nets) pendant le confinement. Il a fallu joindre les élèves, se soucier de leurs conditions de vie, organiser le travail à distance. Puis, en mai pour l'école primaire, ce fut l'accueil d'élèves dans des conditions acrobatiques (rotation des groupes, lavages de mains, distance, non prêt de matériel,...) tandis que le secondaire et le supérieur poursuivaient à distance. Des moments vécus sans l'aide d'un Ministère aux consignes décalées.

La rentrée a donc eu lieu avec ses arrivées, récréations et départs échelonnés, non brassage des classes, suspicion au moindre nez qui coule, toux suspecte, mal de ventre. Il y a déjà 500 classes fermées. Il est difficile de se faire comprendre avec le masque, de reconnaître ses élèves masqués.

Or, le Ministre Blanquer ne prend pas la mesure de la situation et n'anticipe pas les problèmes. Par contre, il veut remettre la main sur ses agents, et punir individuellement toute action collective. Par exemple, contre celles/ceux qui, arguments à l'appui, s'indignent des évaluations nationales. Alors qu'il faut d'abord redonner confiance aux élèves.

Pétition intersyndicale et FCPE en ligne :

<https://la-petition.fr/les-evaluations-ne-doivent-pas-avoir-lieu>

L'ETAT PAYE DES ENTREPRISES... QUI LICENCIENT

Le plan du Gouvernement annonce des milliards versés aux entreprises. Pourquoi pas, si c'est pour aider l'emploi. Mais ce n'est pas le cas : aucune condition n'est mise à ces dons, comme c'était le cas avec le CICE de François Hollande. Ce CICE vient encore de montrer sa nocivité, avec l'enseigne Auchan.

« Auchan reçoit 500 millions de l'Etat par le CICE et...supprime 1400 emplois. On en parle pas », a déclaré Clémentine Autain. La députée FI, membre d'Ensemble, dénonce à juste titre un scandale. L'argent de l'Etat ne doit être fourni qu'à certaines conditions sociales (ne pas licencier évidemment) et écologiques.




ABJECTION RACISTE CONTRE DANIELE OBONO : LES ANTIRACISTES ONT REAGI

Une femme noire, députée et militante, représentée enchaînée comme les millions d'esclaves du passé, victimes d'un des pires crimes contre l'humanité. C'est ce qu'a commis le torchon d'extrême droite Valeurs Actuelles : il a dépassé tout ce qu'il avait déjà fait en termes de racisme anti Noirs.

Au-delà de cette triste affaire, on constate que les actes racistes, antisémites et islamophobes ne cessent pas. C'est pourquoi il convenait de ne pas laisser passer l'ignoble provocation contre Danièle Obono. Le samedi 5 novembre, les antiracistes se sont mobilisés dans un rassemblement qui voulait dire : « plus jamais ça ». Ensemble y était, bien évidemment.

Nous contacter :

 contact@ensemble-fdg.org

 @Ensemblefrontdegauche

 @Ensemble_FdG

